

Mobilisons-nous le 24 janvier, - et au-delà !

Nous sommes gouvernés par des arnaqueurs(1)

Des gens qui font passer de six mois à cinq ans leur durée d'indemnisation en cas de perte d'emploi (les députés), un monsieur qui augmente son salaire de 200% (le président) nous ont donné il y a peu une leçon d'équité : les cheminots bénéficient de régimes spéciaux en ce qui concerne les retraites et c'est trop injuste ! Il faut remettre tout ça à plat ! Et les cheminots devront faire 40 ans comme tout le monde. Ce fut leur tour après le privé en 93 et les autres fonctionnaires en 2003. Nos politiciens sont-ils satisfaits ?

Et bien non, à présent, le gouvernement envisage que la durée de cotisation pour toucher une retraite à taux plein puisse augmenter à 41 ans en 2012 et 42 ans pour tous les salariés en 2020. Pourtant seuls 40% des plus de 50 ans travaillent, alors que signifient ces effets d'annonce ? Il s'agit juste de contraindre les travailleurs à souscrire à des complémentaires retraites. Peut-être les messieurs qui vous vendent ces produits financiers auront-ils par la suite un yacht à prêter ?

Pour une répartition égalitaire des richesses !

Alors que certaines catégories de la population (bas salaires, chômeurs, précaires du public et du privé) ont difficilement accès au strict nécessaire, on encourage les autres à bosser plus, pour palper plus, pour consommer plus, et tout ça pour faire tourner à fond la machine.

Nous ne revendiquons pas la redistribution des fruits de la croissance, elle profite bien plus aux grands patrons et aux gros actionnaires qu'à ceux qui en auraient besoin. La part des salaires dans le partage de la richesse nationale a perdu 12 points au cours des 30 dernières années, au profit du capital. Cela représente 10 trous de la sécu, 9 déficits de l'assurance chômage, 3 déficits des retraites ... Bien au contraire, nous revendiquons l'arrêt de la croissance. Il semble d'ailleurs qu'il y ait aujourd'hui quelques considérations écologiques qui nous donnent raison.

En parallèle, nous revendiquons la redistribution des richesses produites, et des services publics gratuits et de qualité comme garantie de niveau de vie pour tous.

Nous sommes gouvernés par des arnaqueurs(2)

Et puis il y a toutes les autres attaques subies en ce moment :

Franchises médicales : après le déremboursement des médicaments depuis des années, nous devons payer un fixe pour chaque boîte de médicament et même pour chaque transport sanitaire. Il paraît que c'est pour responsabiliser les usagers trop dépensiers. C'est vrai que c'est tellement tentant de faire un petit tour en ambulance....

Remise en cause du droit des travailleurs en CDI: le MEDEF fait tout pour que la précarité soit généralisée à tous sous l'œil bienveillant du pouvoir. Allongement de la durée de la période d'essai, possibilité de licenciement à l'amiable ...

Remise en cause de l'avancement pour les fonctionnaires : lors dernières négociations sur les salaires dans le public, le ministre de la fonction publique a considéré que la majorité des fonctionnaires n'avaient pas perdu de pouvoir d'achat ces dernières années. Mais pour affirmer cela, il a intégré dans son calcul les augmentations liées à l'ancienneté. Il juge donc normal que celles-ci soient absorbés par l'inflation ? Dans ce cas, cela signifie qu'il n'y a plus d'avancement pour les fonctionnaires !

Et encore : la privatisation des services publics, et la remise en cause de la durée légale du travail et du droit de grève à venir ...

Nous serons en grève le 24 janvier

Le 24 janvier, les principaux syndicats de fonctionnaires appellent à la grève pour une hausse des salaires. Nous trouvons légitime cette revendication pour les bas salaires.

Nous regrettons cependant que seuls les salariés du public soient invités à se mettre en action, et ce sur une seule journée, sans appel au vote de la reconduction de la grève. N'appeler que les fonctionnaires à faire grève revient à se jeter dans la gueule du loup. Une fois encore, les médias titreront sur ces fonctionnaires qui ne s'intéressent qu'à leur situation, quand ils ne les traiteront pas de privilégiés. Ceci aidera le gouvernement à attiser les rancœurs entre salariés du privé et du public.

Alors pourquoi la CNT21 appelle-t-elle tout de même à cette grève ? Nous ne pouvons pas nous permettre de rater cette journée d'action. En cas de faible mobilisation, celle-ci serait interprétée comme un faible niveau de résistance du monde salarié face aux attaques qu'il subit aujourd'hui, et non comme un refus de participer à une stratégie syndicale jugée erronée. Nous participerons à cette journée tout en militant pour que des assemblées générales se tiennent, qu'elles abordent la question de la reconduction du mouvement, pour que les salariés du privé nous rejoignent afin de lutter eux aussi pour des augmentations de salaires, pour le maintien du système de retraites par répartition, contre le démantèlement de la sécu, contre la généralisation de la précarité.

**Travaillons
tous, moins,
et
autrement !**



**cnt.interco.21@cnt-f.org
<http://cnt-f.org/cnt21/>**

**CNT INTERCO BP 392
21011 Dijon Cedex**

**réunions : le premier
samedi de chaque mois,
15h00, 6 imp. quentin**

La C.N.T., c'est quoi ?

UN SYNDICAT !

Parce que cette forme d'organisation - telle qu'elle a été définie par ses fondateurs et qui reste plus que jamais d'actualité - englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel. Parce qu'elle a écrit les plus belles pages de l'histoire du mouvement ouvrier. Parce qu'elle est directement issue du peuple et qu'elle représente au plus près ses intérêts. Parce qu'elle remet en cause le rôle dirigeant des partis au sein du mouvement social. Parce qu'elle offre une structure solide sur laquelle s'appuyer pour lutter au quotidien et tenter, demain, de réorganiser la société.

DE COMBAT !

Parce que la plupart des syndicats sont actuellement englués dans la collaboration avec les classes dirigeantes. Parce que l'Etat et le patronat ne se laissent pas convaincre par de belles paroles. Parce que les intérêts des travailleurs s'opposent radicalement aux intérêts du capitalisme. Parce que seule la lutte est payante (grèves, occupations, manifestations, boycott...). Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation

AUTOGESTIONNAIRE !

Parce que les permanents syndicaux, dans leur ensemble, génèrent (inconsciemment ou non) la passivité et la bureaucratie au sein de leurs organisations. Parce que les décisions doivent être prises à la base par les syndiqués eux-mêmes. Parce que nos délégués sont élus sur des mandats précis et qu'ils sont révocables à tout moment par l'assemblée générale du syndicat. Parce que nous sommes soucieux de l'autonomie des syndicats locaux et respectueux du fédéralisme. Parce que nous préconisons l'auto organisation des luttes (comités de grève, coordinations...).

ET SOLIDAIRE !

Parce que les hiérarchies de salaires et de fonctions ainsi que les différences de statuts, renforcent les divisions et l'égoïsme au sein de la population, et s'opposent à la construction d'une société égalitaire et autogérée... Parce que seules la réflexion et l'action interprofessionnelles ou inter catégorielles permettent d'éviter le corporatisme... Parce que les luttes des femmes, des chômeurs, des précaires, des mal logés, des sans-papiers, des lycéens et des étudiants sont aussi les nôtres. Parce que les peuples du monde entier sont tous victimes des mêmes maux.